

LES SOMMETS ÉCONOMIQUES

De Tokyo à Venise

Les rencontres annuelles des dirigeants des sept grandes démocraties industrialisées et des représentants de la Communauté européenne (CE) ne forment que la partie la plus visible d'un processus plus vaste et plus complexe de consultation et de coopération internationales permettant de gérer l'économie mondiale. Les Sommets sont étroitement liés aux travaux qui se déroulent dans d'autres forums internationaux tels que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ces organisations constituent le moyen par lequel les gouvernements s'efforcent de gérer une économie mondiale de plus en plus interdépendante. Depuis le Sommet de l'an dernier à Tokyo, l'évolution des grands dossiers économiques internationaux a été largement influencée par les réunions majeures de ces organisations économiques internationales:

- Réunion des ministres des Finances du Commonwealth à Sainte-Lucie (les 24 et 25 septembre 1986);
- Réunion spéciale des pays signataires du GATT à Genève (le 25 septembre 1986);
- Réunion du Groupe des Sept à Washington (le 28 septembre 1986);
- Réunions annuelles FMI/Banque mondiale à Washington (du 29 septembre au 3 octobre 1986);
- Session annuelle des pays signataires du GATT à Genève (le 30 novembre 1986);
- Réunion du Groupe des Sept à Paris (le 22 février 1987);
- Réunion du Groupe des Sept à Washington (le 8 avril 1987);
- Réunions de printemps FMI/Banque mondiale à Washington (les 9 et 10 avril 1987);
- Réunion des ministres de l'OCDE à Paris (les 12 et 13 mai 1987);
- Réunion des ministres de l'Agriculture du Groupe Cairns à Ottawa (du 21 au 23 mai 1987).

Les grandes questions à l'ordre du jour du Sommet sont également examinées lors de plusieurs rencontres préalables des représentants personnels («sherpas») des dirigeants des pays du Sommet. Les Sommets ont pour but de permettre

aux dirigeants d'échanger leurs points de vue au cours de réunions informelles plus ou moins structurées. Les sherpas, au cours de leurs réunions préparatoires, cherchent à dégager des terrains d'entente qui pourront servir de base à la recherche d'un consensus sur les grandes questions. Le représentant personnel du Premier ministre Mulroney est M^{me} Sylvia Ostry, qui est aussi Ambassadrice du Canada aux Négociations commerciales multilatérales.

Éléments nouveaux depuis le Sommet de Tokyo

À Tokyo, les dirigeants sont parvenus à s'entendre unanimement sur une vaste gamme de questions économiques. Reconnaissant la nécessité d'une coordination étroite et continue des politiques économiques au sein des pays du Sommet, ils ont créé le Groupe des sept ministres des Finances, à qui ils ont confié la responsabilité d'améliorer la coordination des efforts de promotion d'une croissance économique non inflationniste, de renforcer les mesures incitatives commerciales favorisant l'emploi et l'investissement et d'assurer une plus grande stabilité des taux de change. Ils se sont également engagés à appuyer le lancement d'une nouvelle ronde de négociations commerciales multilatérales (NCM), maintenant connue sous le nom de «Uruguay Round», à faire le nécessaire pour régler le problème des surplus de production agricole et à contribuer à la reconstitution rapide et généreuse des réserves de l'Association internationale de développement (IDA).

Depuis le Sommet de Tokyo, de nombreux dossiers économiques internationaux de grande importance ont marqué des progrès sensibles grâce, notamment, aux actions suivantes:

- Réunis à Paris le 22 février 1987, les ministres des Finances du Groupe des Sept ont convenu qu'il était nécessaire d'intensifier les efforts de coordination des politiques économiques afin de promouvoir une croissance globale plus équilibrée et de réduire les déséquilibres budgétaires et commerciaux existants. Chaque pays a alors pris des engagements précis à cet égard. L'Accord du Louvre comprenait des mesures destinées à stimuler la demande interne au Japon et en RFA ainsi qu'à réduire le déficit budgétaire américain.
- Le Canada s'est engagé à réduire son déficit budgétaire, à réformer son régime fiscal et sa réglementation, à mener des initiatives de